

DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Nombre de
Conseillers :

En
exercice 67

Présents 41

Votants 47

Dont 6 procurations

L'an deux mille vingt trois le : Mardi 11 Juillet à 18 H 30
le Conseil Communautaire dûment convoqué,
s'est réuni en session ordinaire à la Salle des Fêtes de Brinay
sous la Présidence de M. Serge CAILLOT, Président.

Date de convocation : 5 Juillet 2023

Etaient présents :

- Achun : Rémy SELLIER Supplée Denis LARUE
- Alluy : Patrice BONNET
- Aunay en Bazois : William BARDOT Supplée Patrick CHAUSSAT
- Avrée : /
- Biches : Annie LECERF
- Brinay : Jean-François LEMAITRE Supplée
Pierre TISSIER-MARLOT
- Cercy-la-Tour : Sébastien DESCREAUX,
Alain REININGER,
Jean-Michel AGEZ,
Monique BERNARD, Marie-Laure
PARMENTIER, Michel MULOT.
- Charrin : Serge CAILLOT
- Châtillon-en-Bazois : Michel MARIE,
Christine MASCARELLO,
Jean-Christophe SAVE
- Chiddes : /
- Chouigny : /
- Dun sur Grandry : Christiane MAURY-JOSSERAND
- Fléty : Romain COUGNY
- Fours : /
- Isenay : Pascal PETIT
- La Nocle-Maulaix : /
- Lanty : Annick BERTRAND
- Larochemillay : /
- Limanton : Patrick REVENEAU
- Luzy : Jocelyne GUERIN, Gilles GONIN,
Olivier FAURE, Florence CHANDIOUX,
Thierry DESCOURS

OBJET :

DECHETS MENAGERS :

MOTION EN FAVEUR
DU SERVICE PULIC DE
COLLECTE ET DE
TRAITEMENT POUR LE
RECYCLAGE DES
BOUTEILLES EN
PLASTIQUE



Certifié exécutoire

Reçu en préfecture
ou en Sous-Préfecture
le : 02/08/2023

Publié ou notifié
le : 02/08/2023

Envoyé en préfecture le 02/08/2023

Reçu en préfecture le 02/08/2023

Publié le

ID : 058-200067882-20230711-2023_CC_126-DE

S²LO

.../...

- **Maux** : Paul DUSSAULE
- **Millay** : /
- **Montambert** : Marie-Christine ROY
- **Montapas** : /
- **Montaron** : Nicolas REVELIN Supplée Thierry BEUGNON
- **Mont et Marré** : Sylvain BONNODOT
- **Montigny sur Canne** : Antoine-Audoine MAGGIAR

- **Moulins-Engilbert** : Serge DUCREUZOT, Marie-Claire RANVIER,
Elisabeth JOSSE

- **Ougny** : /
- **Poil** : /
- **Préporché** : René DUVERNOY
- **Rémilly** : /
- **Saint Gratien Savigny** : Jean-Paul REVERDIAU
- **Saint Hilaire Fontaine** : Marcel CANTAT Supplée Claude ROYÉ

- **Saint Honoré les Bains** : Didier BOURLON, Jean-Jacques LAMALLE

- **Saint-Seine** : /
- **Savigny Poil Fol** : /
- **Semelay** : /
- **Sermages** : Dominique STRIESKA
- **Tamnay en Bazois** : /
- **Tazilly** : /
- **Ternant** : /
- **Thaix** : /
- **Tintury** : /
- **Vandenesse** : Patrick CHARON Supplée Audrey BILLOUÉ
- **Villapourçon** : Patrick LORGÉ

Procurations de :

- 1 – Mme Floor NUSINK à M. Thierry DESCOURS
- 2 – Mme Sylvie DELAVELLE à Mme Jocelyne GUERIN
- 3 – M. Michel DURAND à M. Sylvain BONNODOT
- 4 – Mme Caroline MARCEAU à Mme Monique BERNARD
- 5 – M. David JOYEUX à M. Alain REININGER
- 6 – Mme Pascale CHAMARD à M. Patrice BONNET

DECHETS MENAGERS : MOTION EN FAVEUR DU
SERVICE PUBLIC DE COLLECTE ET DE TRAITEMENT
POUR LE RECYCLAGE DES BOUTEILLES EN PLASTIQUE

M. Michel MULOT, Vice-Président en charge des déchets ménagers, explique que, depuis 2007, les différents syndicats ou intercommunalités qui ont précédé la CCBLM ont œuvré sans relâche afin de mettre en place le tri des emballages.

La mise en place de la collecte des emballages s'est faite en point d'apport volontaire (à partir de 2007) puis en collecte en porte à porte à partir de 2016.

En janvier 2022, ce sont les extensions de consignes de tri qui viennent compléter le dispositif. Ces différentes étapes ont demandé des investissements humains et financiers conséquents.

Un projet de loi du gouvernement permettrait une consigne sur des bouteilles plastiques pour améliorer le geste de tri.

Le problème est que cette consigne ne permettrait pas de réemployer les bouteilles plastiques mais de les recycler alors qu'une consigne, permet normalement de réemployer à l'identique.

De plus, cette "fausse consigne" serait gérée par de grands groupes industriels et détournerait une bonne partie de notre ressource en bouteilles plastiques qui font partie des éléments que nous valorisons pour le recyclage et dont les supports sont calculés au poids collecté.

Enfin, par le biais du SIEEEN, nous finançons le centre de tri du Bourges (participation à la SPL du centre de tri du Bourges).

L'équilibre financier fragile de cette collecte dépend directement de trois facteurs :

- la revente des matières => moins de bouteilles plastiques = moins de recettes
- notre taux de refus => Moins de tonnages de référence = taux de refus en hausse
- les soutiens des éco-organismes => moins de tonnages + plus de refus = moins de soutiens

Pour résumé, si nous ne réagissons pas nous aurons des coûts quasiment identiques mais des recettes beaucoup moins conséquentes.

Intercommunalités de France propose une motion, en *pj* à prendre en conseil communautaire.

Après en avoir délibéré, le conseil communautaire, à l'unanimité, approuve la motion en faveur du maintien du service public de collecte et de traitement pour le recyclage des bouteilles en plastique telle qu'annexée à la présente délibération.

Envoyé en préfecture le 02/08/2023

Reçu en préfecture le 02/08/2023

Publié le

ID : 058-200067882-20230711-2023_CC_126-DE



**Le Secrétaire de Séance,
Jean-François LEMAITRE.**



**Pour copie certifiée conforme,
Fait à Moulins-Engilbert,
Le 11 Juillet 2023**

**Le Président,
Serge CAILLOT.**

MOTION EN FAVEUR DU MAINTIEN DU SERVICE PUBLIC DE COLLECTE ET DE TRAITEMENT POUR LE RECYCLAGE DES BOUTEILLES EN PLASTIQUE

Fin janvier 2023, la secrétaire d'Etat auprès du ministre de la transition écologique et de la cohésion des territoires, Madame Bérengère Couillard, réunissait tous les acteurs du secteur des déchets pour relancer une concertation nationale sur la mise en place d'un dispositif de « consigne pour recyclage des bouteilles en plastique ».

Cette vraie fausse bonne idée refait surface après avoir été écartée en 2019 de la loi AGECE à la suite de la mobilisation des collectivités et des associations de consommateurs et de protection de l'environnement qui ont porté une parole commune et ont fait front contre ce projet incohérent.

Les industriels de la boisson (Nestlé Water, Coca, PepsiCo, Danone) sont à l'initiative de ce projet et restent toujours extrêmement favorables à l'instauration d'une consigne qui leur permettrait, dans le cadre de leur stratégie industrielle : de verdir l'image de la bouteille jetable pour la pérenniser, de fidéliser les consommateurs et de prendre le contrôle d'une matière recyclable essentielle et lucrative (le PET) pour atteindre le taux de collecte pour recyclage de 90% en 2029 inscrit dans la Loi AGECE.

Fin 2022, la Commission Européenne reprenait dans son projet de Règlement sur les Emballages la mise en place automatique de la consigne sous la forme d'une obligation de moyen pour tout Etat membre qui n'atteindrait pas ces 90%.

Les associations de collectivités locales, de nombreuses associations de consommateurs et de protection de l'environnement, mais aussi des professionnels du déchet soutiennent unanimement que le déploiement de ce dispositif ne peut être le seul moyen d'atteindre l'objectif de recyclage et que le service public de collecte des déchets est parfaitement à même de relever ce défi.

Tout d'abord, parce que les extensions de consigne de tri à tous les emballages en plastique ne sont effectives que depuis le 1er janvier 2023 et qu'il existe encore une marge de progression aux 67% atteints fin 2021 sur la part des bouteilles en plastique gérées par le service public de gestion des déchets avec une augmentation tendancielle du taux de recyclage de 3%/an (source ADEME) au cours de ces dernières années.

Ensuite parce que la généralisation de la collecte sélective en dehors du foyer doit maintenant avoir lieu dans l'espace public, dans la restauration collective et sur les lieux de travail.

Par conséquent, le dispositif de fausse consigne des bouteilles en plastique ne répondrait en rien aux enjeux actuels :

- Il aboutirait à une régression sur le plan environnemental
 - Parce qu'il ne s'agit en aucun cas d'une consigne pour réemploi comme par le passé pour le verre, mais bien d'une consigne pour recyclage, exactement dans les mêmes conditions que lorsque les bouteilles sont triées dans les bacs jaunes des collectivités ;
 - Parce que la fausse consigne contribuerait à pérenniser le modèle de la bouteille en plastique à usage unique et même à augmenter la consommation de bouteilles en plastique comme c'est le cas en Allemagne ;
 - Parce que la fausse consigne complexifierait le geste de tri alors que les extensions des consignes de tri ont pour objectif de le simplifier ;

- Parce que la fausse consigne créerait un double système de collecte et de recyclage des bouteilles, en s'ajoutant au service public de gestion des déchets qui les collecte et les recycle déjà depuis plus de trente ans dans les bacs/sacs jaunes ;
- Il infligerait au consommateur une double peine
 - Par une perte supplémentaire du pouvoir d'achat via le coût de la consignation qui augmenterait de 20 centimes le prix de toutes les boissons en bouteille ;
 - Par le déploiement d'un réseau d'automates de déconsignation qui amènerait à de lourds investissements nécessairement portés par le contribuable ;
 - Par une rupture d'égalité d'accès au service du tri en raison d'un maillage territorial de points de collecte moins dense en milieu rural ;
 - Par une monétarisation du geste de tri ;
- Il conduirait à privatiser en partie la gestion des déchets ménagers
 - Parce que les collectivités se verraient retirer une source de recettes alors qu'elles ont investi pour moderniser leur centre de tri ;
 - Parce qu'elles devraient compenser cette perte de recettes par une hausse de la fiscalité (la vente de plastique étant aujourd'hui l'un des gisements ayant une valeur marchande qui permet de réduire le coût de la gestion des déchets).

La Communauté de communes Bazois Loire Morvan s'oppose fermement à la création de ce dispositif de consignation des bouteilles en plastique et rejoint en cela la position portée par les syndicats de déchets et intercommunalités, associations d'élus et de consommateurs.

En conséquence, les élus du Conseil Communautaire, réunis ce 11 juillet 2023, à l'unanimité :

- Réaffirment leur engagement pour le maintien du service public de collecte et de traitement des emballages ménagers ;
- S'opposent à l'instauration d'une consigne pour recyclage des bouteilles en plastique et demandent au gouvernement de sursoir à son projet ;
- Rappelent leur volonté de travailler avec l'ensemble des parties prenantes afin de définir les actions à mettre en œuvre pour atteindre le taux de 90% de collecte pour recyclage des bouteilles en plastique, mais aussi l'autre objectif de la France qui est de diviser par deux le nombre de bouteilles en plastique à usage unique d'ici 2030 ;
- Attendent du gouvernement qu'il défende auprès de la Commission Européenne la spécificité et l'intérêt de notre service public de collecte et de traitement des déchets ménagers par la promotion de dispositifs alternatifs à la consigne.